

## Nouvelles locales du mercredi 24 avril 2013

@rib News, 24/04/2013 | Droit de l'Homme - La population de la Mairie de Bujumbura a répondu massivement ce mercredi matin pour signer la pétition afin de dénoncer le projet de loi sur la presse au Burundi. Selon eux, ils sont animés par l'esprit patriotique pour venir signer cette pétition. Ils estiment que ce projet de loi est anti constitutionnel et liberticide et va engendrer un manque d'informations et une situation floue dans le pays. [Bonesha]

- Selon l'OLUCOME, le projet de loi sur la presse tel que voté par le Parlement est contre la Constitution de la République du Burundi et contre la Convention internationale sur la lutte contre la corruption qui fait partie intégrante de la Constitution. Selon le président de cet observatoire, ils ont adressé une correspondance au président de la République pour dénoncer illégalement de ce projet de loi. Gabriel Rufyiri pointe du doigt l'article 19 de ce projet de loi qui interdit aux journalistes de traiter des informations en rapport avec la monnaie et l'économie nationale. Selon lui, si de telles questions ne sont pas objets de recherche ou d'investigation, les corrompus vont faire tout ce qu'ils veulent sans s'inquiéter. Il constate que personne ne peut dénoncer la corruption sans pointer du doigt la personne corrompue. Pour résoudre tous ces problèmes, Rufyiri demande une seconde lecture de ce projet de loi par le Parlement ou la soumission de ce projet de loi au référendum populaire. Il est convaincu que la population burundaise est dans la ligne absolue si elle se révolte contre ce projet de loi. [Rpa/Isanganiro/Bonesha/RT-Renaissance]- Les organisations de la société civile burundaise réunies au sein du FORSC affirment qu'elles ont décidé de soutenir les journalistes apposant leur signature sur la pétition que ces derniers ont mis en circulation pour dénoncer le caractère anti constitutionnel du projet de loi sur la presse au Burundi. Selon le directeur général de ce forum, toute personne a quelque chose à dire quant à ce projet de loi et personne n'est exemptée même les membres du parti au pouvoir sont invités à apposer leur signature sur cette pétition. Vital Nshimirimana espère que le président de la République ne va pas promulguer un tel texte. [Rpa]- Tenue à Kigali dans une réunion du comité directeur de la Ligue des Droits de l'Homme de la Région des Grands Lacs. Dans cette réunion, les participants ont salué les efforts du Gouvernement burundais concernant la liberté de réunion des politiciens, mais ils ont dénoncé des tracasseries policières suite à une mauvaise volonté de certaines autorités administratives affiliées au parti au pouvoir. Ils ont aussi dénoncé le projet de loi sur la presse tel qu'il a été voté par le Parlement burundais. Ils ont estimé qu'il constitue un recul significatif dans le domaine des droits et des libertés des citoyens. Ils ont aussi demandé au Gouvernement burundais de traiter minutieusement la question foncière au Burundi. Ils ont proposé la redistribution des terres entre les rapatriés et les résidents pour éviter le pire dans le futur. [Isanganiro]- L'ancien officier des FDN du nom de Kaziri Youssouf de Kinama dit qu'il a été emprisonné à la prison centrale de Mpimba à maintes reprises sur faux accusations. Il fait savoir qu'il a sollicité pour demander pardon au parti CNDD-FDD pour que sa vie ne soit plus en danger. Cela lui avait été signifié par les chefs des quartiers de Ngozi et Muramvya de la commune urbaine de Kinama comme il l'affirme. [Rpa] | Politique - L'ancien député du Burundi au sein de la Communauté est-africaine et ancien président du Conseil des sages au sein du parti CNDD-FDD estime que c'est une honte pour le Sénateur Daniel Gélase Ndirakobuca de tenir des propos comme ceux qu'il a tenus du vote par le Sénat du projet de loi sur la presse. Manassé Nzobonimpa trouve qu'une personne d'un tel niveau d'éducation ne peut pas avoir une argumentation pareille. Selon lui, les études sont longues et fatigantes, mais il constate que de telles personnes n'ont pas réellement étudié et trouve qu'un tel discours est non seulement déshonorant pour ce qu'il prononce, mais également pour les autres personnes ayant le même niveau d'éducation que lui. Il affirme plutôt que les journalistes ont aidé le CNDD-FDD à accéder au pouvoir et estime que le pouvoir actuel est en train de construire sa propre destruction. Il demande au président de la République, qui en même temps président du Comité de sages du parti au pouvoir, de penser au futur du pays et fermer les yeux sur les intérêts de son entourage. Il rappelle que les régimes dictatoriaux terminent tous mal et qu'un pays sans médias n'est pas concevable. Il lui demande de profiter de cette occasion qui lui est offerte pour changer cette loi. [Bonesha/Rpa]- Jean Baptiste Manwangari, du courant de réhabilitation du parti Uprona, demande aux Badasigana de signer massivement la pétition mise en circulation par les journalistes pour dénoncer le projet de loi sur la presse au Burundi. Il dénonce également le comportement de Sinunguruza, Niyoyankana et la ministre de la Communication de soutenir ce projet de loi. Il fait savoir que s'il avait le pouvoir, il devrait les ramener à l'ordre. Il demande même aux Bagumyabanga de se révolter contre ce projet de loi afin qu'il ne soit pas promulgué par le président de la République. [Isanganiro] - Chevèneau Murwengezo, qui se réclame président du parti UPD Zigamibanga, demande au Sénateur Daniel Gélase Ndirakobuca de demander pardon à la population en général et aux journalistes en particulier, pour ses propos tenus sur la presse au Burundi lors de la séance précédente du vote du projet de loi par les Sénateurs. Selon lui, il a fortement offensé la population et les journalistes en particulier. Il trouve que le parti au pouvoir a eu recours aux médias pour sa propagande et que cette attitude de museler la presse est un signe de l'oubli aussi rapide que déplorable de la part de ce pouvoir. [Bonesha]- Le CNDD-FDD estime que certains points de l'Accord d'Arusha peuvent être amendés ou abrogés puisqu'ils ne coïncident plus avec les temps actuels. Selon le porte-parole de ce parti, les Burundais devraient afficher une évolution en cette matière et cela va permettre la révision des textes qui deviennent incompatibles avec la situation du moment. Onésime Nduwimana estime que c'est le dialogue entre politiciens qui va aboutir à une prise de décision en cette matière. Il voit aussi que les scrutins peuvent être groupés puisqu'il faut voir la manière dont ils sont organisés aujourd'hui, il y a perte de temps et moyens d'une façon inutile. [Rpa]- Un membre du parti MSD a été battu dans la commune et province de Kirundo par des jeunes Imbonerakure qui l'accusaient d'avoir été sur terrain pour enseigner l'idéologie de son parti alors qu'il n'avait pas la permission. Selon le président de ce parti, ce comportement des Imbonerakure face aux membres des autres partis politiques est devenu insupportable. En outre, Alexis Sinduhije fait savoir que même les autres cas de violation des droits de l'Homme sont en train d'être répertoriés par ce parti et seront transmis à la Justice. Il cite notamment des cas de tueries de ses membres dans la province de Gitega dans les jours passés. [Rpa] | Sécurité - Une personne a été tuée mercredi matin au chef lieu de la commune Ryansoro de la province de Gitega. Alors qu'il rentrait de son travail,

puisque il est veilleur de nuit. L'administration locale fait savoir que cet homme aurait été tué par son propre fils qui reste introuvable depuis ce mercredi matin. Des conflits fonciers seraient l'origine de ce meurtre. [Rtnb/Rpa]- Une personne a été tuée dans la nuit de mardi à mercredi sur la colline Gahweza de la commune Kiganda en province de Muramvya. Selon l'Administrateur communal de Kiganda, cette personne a été tuée vers 22 heures alors qu'elle rentrait chez elle. Anaclet Ngendakuma ajoute que les causes et les auteurs de ce crime n'ont pas été identifiés mais que des enquêtes ont commencé. Il a aussi mentionné que le vol de bétail se fait de plus en plus parler de lui dans cette commune mais que des mesures ont été prises pour éradiquer ce phénomène. [Rtnb/Bonesha]